MARS 2005 - NUMÉRO 9 - 10 €

DROIT DE REGARD
SOCIÉTÉ INTERNATIONALE POUR LES DROITS DE L'HOMME

ÉDITORIAL

Hommage aux combattants du pluralisme

C'est à l'aune des éléments de pluralité qui émergent dans un pays que l'on peut juger de sa transition démocratique. Les plus significatifs d'entre eux sont le pluripartisme et la place reconnue à l'opposition dans le débat public. Les pays que nous examinons, aujourd'hui, sont confrontés à des situations nouvelles.

En Chine, on observe des facteurs d'ouverture au plan économique ; mais peut-on parler de réformes politiques lorsque le crime d'expression figure dans la Constitution ? À Cuba, c'est un régime sous perfusion qui n'en finit pas de mourir, où l'étranger représente à la fois la survie et l'ennemi, où les dissidents sont contraints à l'isolement. On a le droit de critiquer l'action des Américains en Afghanistan et en Irak ; il est, néanmoins, indéniable qu'une fois que les Talibans ont perdu le pouvoir, un processus démocratique s'est enclenché à Kaboul. L'Irak est encore trop chaotique, dépourvu de sécurité, mais on ne peut que se réjouir du processus électoral dont nous venons d'être témoins. 60 % de participation, plus d'une centaine de listes en lice... Tous nos cassandres accepteront-ils de regarder ces faits avec objectivité ? Bien que la SIDH n'ait pas enquêté en Ukraine, nous nous devons de rendre hommage aux combattants de la démocratie qui ont accompli la Révolution Orange. Quant à la Corée du Nord, elle reste figée en plein système totalitaire.

La Société Internationale pour les Droits de l'Homme enquêtera sur ces États en transition et s'assurera que les quatre règles qu'elle a définies soient respectées : libre circulation de la presse étrangère, interdiction de poursuites judiciaires engagées sur des critères ethniques, religieux ou idéologiques, liberté d'aller et venir (sauf décision préalable de l'autorité publique élaborée dans le cadre d'une procédure individuellement mise en œuvre), autorisation du contrôle des lieux de rétention par des organes de la communauté internationale.

Quand ceux-ci ne seront plus en danger, il pourra être considéré que les États en question auront basculé d'un État de non droit à un État de droit. D'ici là, les membres de la SIDH poursuivront leurs missions de voyageurs de la Liberté en informant, dénonçant, mettant en lumière les abus les plus cachés, ceux-là mêmes qui sont souvent les plus flagrants.

Sabine Renault-Sablonière
Secrétaire générale de la Société Internationale pour les Droits de l'Homme

Dossier

CHINE

Une transition politique confisquée

Lorsque le mouvement démocratique chinois éclata en juin 1989, nombreux furent ceux qui parièrent sur la chute rapide du Parti communiste chinois. En fait, quinze ans plus tard, la dictature du parti unique reste toujours aussi tenace et, pour le moment, personne ne peut prétendre qu'il ait observé le moindre signe qui puisse laisser entrevoir le début d'une réforme des structures politiques dans ce pays. Au contraire, on entend souvent parler du « miracle chinois » ou même du « modèle chinois ». En quoi consisterait donc ce fameux « modèle » ? Tout simplement la juxtaposition de la dictature d'un parti unique et de l'économie de marché. Ce genre de situation est souvent mis en parallèle avec ce qui s'est passé autrefois à Taïwan, en Corée du Sud, aux Philippines, en Indonésie, etc. Alors, faut-il penser que, à l'image de Taïwan et de la Corée du Sud, la Chine va finir par se transformer en une démocratie, ou au contraire que, tels les gouvernements de l'Indonésie de Suharto ou des Philippines de Ferdinand Marcos, son gouvernement va aussi sombrer dans la débâcle économique à cause de la corruption et du népotisme ?

En fait, comparaison n'est jamais raison : dans les cas de Taïwan, de la Corée du Sud, de l'Indonésie

© Boris Svartzman

Le droit d'expression est presque inconnu des Chinois. Ici, des passants s'approchent pour lire la pancarte d'un technicien à la retraite qui manifeste seul. Il réclame la somme de 300 yuans que ses patrons ont déduits de son salaire mensuel pendant plus de onze ans. Depuis trois ans qu'il est à la retraite il a déjà été tabassé à plusieurs reprises pour oser manifester. Cette fois-ci il s'est placé en centre-ville, devant la télévision de Shanghai, mais la police n'a pas tardé à arriver pour l'emmener au poste.

et des Philippines, les principes inhérents à une démocratie constitutionnelle ont toujours été reconnus, en tout cas depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les forces démocratiques sont généralement parvenues à trouver une marge de manœuvre, si étroite était-elle, dans leur propre pays.

L'exception chinoise

En Chine, en revanche, le PCC n'a jamais reconnu les principes de la démocratie constitutionnelle et n'a pas cessé de se déclarer hostile à ce qu'il appelait la « démocratie de type occidental » ; c'est pourquoi les appels au sein du PCC pour la mise en place d'une démocratie constitutionnelle ont toujours été considérés comme « illégitimes » et « incorrects ». Le PCC, en fait, a toujours attribué les succès remportés par lui au fait que la Chine était dirigée par un parti unique, et a considéré que le maintien de sa politique était prétexte à renforcer la dictature. De même, à cause du développement rapide de l'économie durant ces quinze années, le PCC estime aujourd'hui que le massacre de la place Tien An Men du 4 juin était tout à fait justifié, et il en est encore plus persuadé aujourd'hui qu'à l'époque.

De plus, avant que Taïwan, la Corée du Sud, les Philippines et l'Indonésie se démocratisent, ces pays avaient déjà des systèmes de propriété privée et une économie de marché traditionnelle, qu'ils conservèrent après la démocratisation. Conséquemment, ils ne connurent jamais les difficultés provoquées par la transition économique. La démocratisation consista donc essentiellement à mettre fin aux persécutions, à ouvrir le système politique et à réconcilier les ennemis d'hier.

Sur le continent chinois, la situation est bien différente. La Chine communiste pratiquait l'économie planifiée et la propriété d'État, et le pays doit encore parfaire le passage à l'économie de marché libre. De plus, à la différence de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est, qui ont opéré leur transition économique en s'appuyant sur la démocratisation du système politique, le PCC persiste à exiger que la réforme économique soit effectuée sous le système de contrôle du parti unique. En l'absence du moindre contrôle ou de la moindre participation populaire, la privatisation en Chine s'effectue inévitablement par les bons soins de l'élite et au profit de cette élite. De véritables lobbies s'accaparent la propriété publique de façon éhontée, à grande échelle. Comme l'écrit Hu Ping dans un livre paru aux Éditions de l'Aube en janvier 2005 : « *Certes, la réforme économique chinoise a permis une croissance rapide qui s'est maintenue durant deux décennies, mais elle a également provoqué une injustice qui dépasse tout ce qu'on a connu dans l'histoire, une brutalité dans l'exploitation, et des souffrances sociales immenses. En fait, le PCC a commencé son règne en confisquant la propriété privée pour éradiquer le capitalisme et la bourgeoisie dans la violence, puis il s'est approprié la propriété collective avec la même brutalité. Autrement dit, en l'espace de cinquante ans, le même parti a réussi à se livrer à un pillage massif à deux reprises, mais en appliquant deux politiques diamétralement opposées.* »

Le niveau de vie augmente mais la répression s'intensifie

Certains sont convaincus que l'évolution économique est en train de provoquer une réforme progressive des structures politiques du pays. En fait, les réformes politiques sont, pour le moment du moins, gelées depuis le 4 juin 1989. On n'observe aucun progrès notoire dans ce domaine, et la répression s'est même amplifiée dans de nombreux secteurs de la population : la répression religieuse, notamment à l'égard des adeptes du mouvement Falungong, a déjà, selon Falungong, fait beaucoup plus de mille morts en prison et y a envoyé des dizaines de milliers de gens. Toute tentative d'organisation syndicale provoque une très vive réaction du pouvoir et de nombreux « syndicalistes » ont été condamnés à des peines pouvant aller jusqu'à quinze ans d'incarcération. Les plus célèbres d'entre eux s'appellent Zhang Shanguang, Li Bifeng, Yao Fuxin, et la liste est encore bien longue. Les internautes dissidents sont également pourchassés avec une rigueur implacable. On pense notamment à un groupe de quatre jeunes, dont Yang Zili, qui échangeaient des idées sur la situation dans les campagnes et qui ont été condamnés à des peines de dix et huit ans de prison. Donc, non seulement on ne peut pas affirmer que le gouvernement se démocratiserait progressivement en condamnant moins sévèrement ou en arrêtant moins souvent, mais on constate au contraire que, dans bien des domaines, la répression est plus violente que durant les années 1980.

Et pourtant la Chine change, c'est un fait : le niveau de vie augmente dans les villes, de plus en plus d'individus s'emparent d'idées propres à l'Occident démocratique et tentent de les faire appliquer en Chine, de plus en plus d'échanges avec la Chine s'opèrent, ouvrant toujours plus grand le champ des possibilités. Néamoins, certains domaines comme celui de la liberté d'expression ne peuvent pas se contenter d'une réforme graduelle. Ou le crime d'expression est supprimé de la Constitution et les Chinois peuvent s'exprimer sans craindre la répression, ou il existe toujours et le régime peut se permettre d'arrêter arbitrairement l'un ou l'autre de ses intellectuels, semant ainsi habilement la crainte dans tous les esprits et provoquant des réactions d'autocensure inconsciente. Dans ce cas, peu importent les proportions de la répression : l'effet est atteint. Grâce à l'espoir de s'enrichir qui leur est proposé avec insistance, les Chinois ont, encore une fois, accepté de sacrifier leur liberté contre un rêve d'avenir matériel meilleur. Affirmer actuellement que la Chine serait déjà sur la voie des réformes politiques nous semble une erreur. ■

Marie Holzman

Justement parce que les réformes économiques n'ont été qu'un instrument entre les mains de ceux qui détiennent le pouvoir pour faire ouvertement main basse sur tout ce qu'ils voyaient, avec la protection de la main de fer de la dictature, plus la réforme avance et moins les puissants désirent mettre en place les réformes politiques.

Conscientes de la crise sociale grandissante, les autorités ont proposé un certain nombre de mesures destinées à améliorer le sort de ceux que l'on appelle les « plus démunis ».

Pourtant le gouvernement ne peut pas ignorer que ces mesures ne serviront qu'à soigner les symptômes et non les racines du mal.

Ce que la direction du Parti espère obtenir avec ces mesures, c'est d'émousser les effets les plus aigus des contradictions sociales, et elle pense en même temps user de « coercition modérée » pour maintenir une « exploitation durable ».

Hu Ping est l'auteur de *La Pensée manipulée*, paru aux Éditions de l'Aube, en mars 2003.

CUBA

Une société atomisée

La capitale cubaine s'effondre peu à peu

D'un certain point de vue, la transition de la dictature ou du totalitarisme à la démocratie ne se décrète pas. Elle dépend de données nationales et internationales qui la mettent à l'ordre du jour. Ainsi, à Cuba, l'ouverture de la période dite « spéciale en temps de paix » en 1992 introduit à la transition dans ce pays : il n'est en effet plus possible de continuer comme avant depuis l'effondrement de l'Union soviétique. Plus d'aide, plus de relations économiques privilégiées avec le « grand frère » en communisme ; l'ouverture des vannes du tourisme pour tenter d'y remédier, tout comme la dollarisation du pays, le droit aux remesas, les envois d'argent de la diaspora cubaine, principalement de Floride.

Présentée comme une parenthèse, cette période dure depuis plus d'une douzaine d'années. Cuba ressemble de plus en plus à un malade dont la vie est artificiellement prolongée. C'est un pays figé dans une existence médiocre dont les seules capacités sont de « tenir » coûte que coûte, en engrangeant des devises par des voies qui n'ont rien à voir avec le « socialisme » affiché – et maintenu dans l'organisation du pouvoir et de l'économie –, et de réprimer, avec une brutalité inégalée, quiconque rêve d'un avenir différent. Les prisons cubaines abritent aujourd'hui des journalistes indépendants condamnés à plus de 20 ans de prison !

Un pays sous perfusion

D'un côté donc, un changement a eu lieu. Mais un changement qui privilégie les facteurs d'immobilisme. Au point que certains observateurs, défenseurs des droits de l'homme et opposants politiques pensent n'avoir d'autre alternative que d'attendre la mort du « lider maximo ». En se prolongeant, la « période spéciale » signifie « désespoir, lassitude, incrédulité » face aux valeurs du régime socialiste en même temps qu'une attente vague d'autre chose.

Quelques courageux opposants pensent que dès aujourd'hui, sans attendre, quelque chose peut quand même être tenté. Ici, la problématique de la transition s'impose encore et certaines des questions importantes à poser et à se poser sont les suivantes : « Quelles idées favoriser pour mieux lutter contre le régime ? Quels comportements valoriser chez les militants ? Quels espaces de luttes, de recherches, de contestation privilégier ? Comment faire en sorte que l'immense majorité des Cubains trouve son compte à la sortie du castrisme ? »

Une réflexion sur la culture de la violence, du radicalisme et du caudillisme à Cuba, bien antérieurs à Castro, s'impose pour que la société cubaine évolue pacifiquement. Certains

groupes, souvent chrétiens, prônent en conséquence une pédagogie du dialogue et des débats, bien nécessaire après plus de quarante ans de joutes oratoires à mort contre des « ennemis de la révolution » et des « traîtres à la patrie ».
Nécessaires, aussi, une réflexion et des propositions qui ne se satisfont pas de l'actuelle « domination » masculine et blanche dans l'île. Certains groupes d'opposition, au sein même de l'île, intègrent dans leurs revendications la place des femmes et des Noirs sous le castrisme. Le racisme est l'un des problèmes majeurs de l'île.

L'éducation et la santé au service du castrisme

Une réflexion sur l'éducation et la santé – dont s'enorgueillissent les partisans du régime – est tout aussi souhaitable, comme les conditions et les mesures qui rendraient l'une et l'autre véritablement performantes et démocratiques. Il est important de montrer que l'étonnante augmentation du personnel de santé est l'arbre qui cache la forêt. Les médecins et le personnel infirmier sont conçus par Castro comme des auxiliaires de sa propagande. Le nombre de lits d'hôpitaux n'a pas beaucoup augmenté, et les médicaments ne sont pas accessibles – quand ils existent. Quant à l'éducation, elle a toujours été indissolublement liée à l'inculcation de l'idéologie révolutionnaire et subit aujourd'hui le contrecoup de l'effondrement économique. Bien des maîtres et des professeurs abandonnent leurs postes mal payés au profit d'enseignants formés au rabais, plus surveillants de « télé-classes » que véritables éducateurs.

Des propositions sur le commerce intérieur et extérieur, sur les secteurs économiques rentables et non rentables, l'avenir de la canne à sucre ne sont pas moins indispensables.
Sur chacun de ces thèmes, l'opposition démocratique doit avoir des propositions à faire qui favorisent l'explicitation d'une aspiration généralisée à une société nouvelle, une société de droit, moderne, favorable à la liberté individuelle et au développement économique de l'île.

Favoriser des rencontres entre l'opposition démocratique cubaine et les Européens de l'Est qui vivent la transition

Notre rôle est de favoriser ces débats, de réfuter tous ceux qui aspirent à la vengeance ou à des solutions simplistes, de diffuser dans le monde les propositions de l'opposition démocratique et de favoriser les rencontres entre cette opposition et ceux qui ont connu ou connaissent une situation de transition – au premier rang desquels les Européens de l'Est – afin de faire bénéficier celle-ci de l'expérience qu'ils ont acquise.
Il est possible aussi que l'opposition cubaine elle-même ait à repenser son rôle et ses méthodes. Elle ne peut pas simplement témoigner, même héroïquement, face au pouvoir totalitaire. Son rôle est, justement, de penser en termes de transition. Transition vers la fin du castrisme et de l'isolement des dissidents du reste de la population. Quand soixante-quinze des meilleurs fils de Cuba sont enfermés par le pouvoir, il faut trouver les moyens de les sortir de leur isolement, d'établir un pont entre eux et le reste de la population. L'entourage des détenus subit les effets de leur incarcération. Des réseaux de solidarité doivent être tissés, de l'aide apportée. Sans doute, le geste est moins spectaculaire qu'une manifestation ou une proclamation publiques, mais ce dont manquent les opposants cubains c'est de liens avec la population – toute la population – et celle-ci, en général, manque à son tour d'une vision du monde échappant à ce qui lui est inculqué depuis des décennies. Il faut parler avec les Cubains, leur apporter le souffle du monde extérieur, des informations, un soutien matériel et surtout beaucoup d'humanité. Sans doute sommes-nous méfiants à l'égard de toute modification de la politique européenne si elle signifie « relâchement de la vigilance » à l'égard du totalitarisme cubain. D'autant qu'il n'est pas vrai, comme l'assurent les tenants de cette nouvelle approche de la question cubaine, que la politique de fermeté jusqu'ici appliquée ait prouvé son inefficacité dix-huit mois seulement après sa mise en application. Mais si la tactique du champagne et des petits-fours offerts aux dissidents dans des locaux diplomatiques apporte aux plus connus d'entre eux une certaine protection, elle ne les aide pas non plus à sortir de leur isolement sur place. ■

Pierre Rigoulot

AFGHANISTAN ET IRAK

Débats sur la guerre et la démocratie

En cette fin de XXe siècle, à la suite de l'implosion de l'URSS, le totalitarisme du type communiste se disloquait par pans entiers en Asie et en Afrique.

Les aspirations démocratiques des populations bridées jusqu'alors se sont exprimées librement. Le totalitarisme se diluait ainsi dans l'essor d'une économie de marché, l'ex-Europe de l'Est rejoignait l'Europe démocratique. La menace tant redoutée d'un éventuel affrontement Est/Ouest s'effaçait au profit d'un nouvel ordre mondial en gestation. L'idée démocratique s'étendait irrésistiblement à travers le monde, tandis que de « vieilles nouvelles » idéologies relookées au goût du jour « anti-mondialisation », « pacifisme », « éco-ruralisme » occupaient aussitôt l'espace libéré par l'idéologie communiste défunte. À l'opposé de cette vague démocratique, l'extrémisme musulman était généralement perçu comme l'expression de phénomènes socio-politiques localisés à certains pays du monde arabe ou confinés à l'Iran khomeyniste. Le pouvoir taliban en Afghanistan, totalitaire et fondamentaliste, en butte à la résistance des forces hétéroclites du légendaire Massoud, ne représentait en somme qu'un avatar de l'occupation soviétique. En Irak, le « laïc » et « progressiste » Saddam Hussein, placé sous haute surveillance par l'ONU, semblait définitivement neutralisé après l'écrasante défaite subie au Koweït par une large coalition militaire dirigée par les États-Unis. Cependant, les grands événements qui ont marqué la dernière décennie du siècle précédent n'avaient guère bouleversé l'équilibre mondial.

Les attentats islamistes du 11 septembre ont révélé à l'opinion publique démocratique l'existence d'une nouvelle menace pour l'équilibre d'une grande partie du monde : le fondamentalisme islamiste. Une internationale terroriste aux réseaux tentaculaires, dirigée par un fondamentaliste musulman, Ben Laden, orchestrait la guerre contre l'Occident.

Or, le débat largement médiatisé, souvent oiseux et démagogique, anesthésiait la perception, l'intelligence et les énergies des démocrates face au nouveau totalitarisme : le fondamentalisme islamique. « Choc de civilisations » ou « guerre de religions » entre modérés et fondamentalistes de toutes croyances, affrontement entre « boute-en-guerre » et « extrémistes locaux » ou « nouvel impérialisme occidental » contre pays

sous-développés ? Le débat engagé déviait le plus souvent vers un bavardage idéologique vidé de tout contenu réel. Les effets immédiats provoqués par l'emprise de ce totalitarisme sur les sociétés ou communautés, tels que la régression culturelle, sociale, politique, économique, les limitations drastiques des droits de la personne, des hommes et des femmes, l'abolition des libertés fondamentales, l'anomie de ces sociétés, sont évoqués généralement avec mille précautions langagières.

Le pouvoir des Talibans éradiqué, un processus démocratique s'est enclenché

Incontestablement, les attentats du 11 septembre ont été les signes précurseurs de la guerre totale que préparait l'internationale terroriste et fondamentaliste contre les démocraties. Fallait-il tolérer l'agression au nom du pacifisme ambiant ou frapper à la tête de l'internationale terroriste avant que le totalitarisme fondamentaliste ne prenne de l'ampleur ? La guerre en Afghanistan déclenchée par une coalition de pays démocratiques provoqua des réactions « munichoises ». Les pacifico-munichois déclaraient haut et fort que l'éradication du pouvoir totalitaire des Talibans et l'instauration, par des élections, de la démocratie dans ce pays étaient une chimère dangereuse d'Occidentaux qui soignent le mal par le mal. D'autres soutenaient *urbi et orbi* que cette guerre avait une odeur de pétrole et que la démocratie était le dernier souci des fomenteurs des conflits armés.

Or, une fois le pouvoir des Talibans éradiqué, pas à pas, avec persévérance, en dépit des pesanteurs mentales et des configurations sociologiques, un processus démocratique s'est enclenché. Un gouvernement afghan assume efficacement la gestion du pays. Les élections ont eu lieu à la date prévue en octobre 2004. Un président élu par la majorité du peuple afghan et reconnu par la communauté internationale, symbolise la démocratisation de l'Afghanistan débarrassé du pouvoir totalitaire des Talibans, grâce à l'intervention militaire des pays démocratiques.

L'Irak est un autre cas de figure où la guerre et la démocratie sont au cœur de polémiques et de clivages de l'opinion publique. Hormis des spécialistes, le dossier « Irak » depuis 1991 est très superficiellement connu ; l'ignorance par le grand public des nombreuses résolutions de l'ONU, la question des armes chimiques et de destructions massives ridiculement simplifiée et banalisée, l'anti-américanisme ambiant et aveuglant ont été des facteurs récurrents qui ont masqué l'enjeu, pour toute la région, de la chute du sanguinaire régime de Saddam Hussein. Cette guerre mal comprise par une grande partie de l'opinion publique européenne, et particulièrement en France, a accentué un pacifisme réducteur et un repli sur soi.

Cette guerre éclair a eu lieu dans un environnement politique régional et dans des conditions géographiques diamétralement différents de celle menée en Afghanistan. Le terrorisme islamiste international appuyé par ce qu'il reste des partisans de Saddam Hussein, le banditisme, les clivages religieux sont des facteurs délétères pour une démocratie irakienne balbutiante. En effet, la démocratie s'impose « démocratiquement » dans ce pays.

En Irak, l'internationale islamiste se bat contre la démocratie qui la menace

Les villes sont gérées par des municipalités légitimées par la population, les ministères assument leurs charges, la police et l'armée se reconstituent sur de nouvelles bases, le Kurdistan est une région qui montre une image d'un pays en voie de pacification. Le gouvernement irakien est reconnu par les pays arabes et par la majorité des pays membres de l'ONU ; les élections se sont passées mieux que prévu avec l'aide des Nations Unies. Mais au fur et à mesure que le processus démocratique s'amplifie, le terrorisme fondamentaliste et saddamiste fomente des attentats meurtriers, afin de créer le chaos dans le pays. Si la démocratie parlementaire, constitutionnelle s'instaure dans un des grands pays arabes qui a subi une sanglante dictature durant plusieurs décennies, la « contagion démocratique » risque de s'étendre dans la région. L'internationale totalitaire islamiste a conscience du danger qui menace sa survie.

La guerre en Irak, davantage que celle menée en Afghanistan, a soulevé des discussions passionnées au sein de la SIDH. Les positions, bien que non définitivement tranchées, ont suscité controverses et discordances. Cependant, comme la Société, par son histoire et ses actions, a inébranlablement lutté contre tous les totalitarismes en soutenant les partisans des droits de l'homme dans les pays où ceux-ci sont bafoués, aujourd'hui elle soutient le processus démocratique en cours en Irak, comme elle soutient celui d'Afghanistan. ■

Ilios Yannakakis

CORÉE DU NORD

La transition introuvable

Peut-on parler de transition nord-coréenne ? Sans doute quelques éléments existent :

- la fin de l'URSS (comme pour Cuba, cette fin fut une catastrophe économique) ;
- la disparition de Kim Il Sung en 1994 (remplacé par un fils ne bénéficiant pas de son charisme) ;
- la famine des années 1995-1998 ;
- et enfin la rupture en 2002 du « contrat de confiance » qui liait la Corée du Nord, les États-Unis et leurs alliés (celui-ci reposait sur le gel de son programme militaire nucléaire contre la construction d'une centrale « propre » et une aide énergétique substantielle), quand on a découvert que les Nord-Coréens poursuivaient secrètement leur programme militaire nucléaire.

Pyongyang craint les effets induits par l'aide économique

Cet ensemble de données crée sans doute une situation nouvelle, avec un régime plus fragile et des rapports avec la communauté internationale plus tendus.

La nouvelle donne sur le plan nucléaire comporte des négociations à six (Chine et Russie, Japon et États-Unis, plus les deux Corées) qui visent la destruction vérifiable de l'acquis nucléaire militaire nord-coréen contre une aide économique importante à Pyongyang ; mais le gouvernement nord-coréen craint comme la peste tout ce qui pourrait signifier, via l'aide économique et les contacts avec le monde extérieur, une remise en cause de son ordre politique.

Dans ces conditions, une « transition » est malheureusement moins envisageable qu'une crise grave avec la communauté internationale. Peut-on attendre cette transition du régime lui-même ? Certainement pas, même si quelques « experts » mettent en avant les réformes mises en œuvre par Pyongyang en matière de salaires et de prix, auxquelles il suffirait de donner leur chance par des investissements, ou la disparition de quelques portraits sur les murs de bâtiments officiels ou de quelques badges à des boutonnières diplomatiques.

La Corée du Sud mène également une politique d'ouverture et d'investissements en Corée du Nord. Après le parc touristique des monts Keumgang (Diamants), c'est une zone industrielle autour de la ville de Kaesong qui semble en train de s'ouvrir. L'opération se fera d'abord au profit des entreprises sud-coréennes, qui utiliseront une main-d'œuvre bien meilleur marché que la leur. Et l'on ne peut écarter quelques effets positifs des contacts que quelques centaines de milliers de Nord-Coréens auront avec « l'autre monde ». Pourtant, il ne faudrait pas croire que le régime nord-coréen va s'adoucir pour autant. Cette vision optimiste laisse de côté la structure totalitaire de l'appareil politique du régime, la rapacité de nombre de ses cadres et la brutalité de son système répressif. 150 000 personnes sont encore aujourd'hui enfermées dans des camps de concentration. Le quadrillage de la population est minutieux. Dans ces conditions, les opposants ne peuvent s'organiser, si ce n'est en exil, et leur faiblesse est manifeste. Sur place, s'ils existent, ils sont réduits à la clandestinité. La dénonciation de la Corée du Nord est surtout le fait de défenseurs des droits de l'homme en Corée du Sud ou à l'étranger qui, hélas ! ne peuvent qu'énoncer comme une litanie la longue liste des manquements aux droits de l'homme du gouvernement dirigé par Kim Jong Il.

Les conditions de la transition n'existent pas en Corée du Nord

Dans le cas de la Corée du Nord, les conditions de la transition sont donc à créer de manière volontariste : envois d'informations vers la population (nous souhaitons que l'Europe accroisse ses émissions en langue coréenne), contrôle accru des trafics en tous genres (drogue, fausse monnaie, armes) pratiqués par le gouvernement nord-coréen (c'est la tâche que se sont déjà donnée un certain nombre de pays occidentaux, dont la France et les États-Unis, réunis dans le cadre de la « PSI » – pour Proliferation Security Initiative), aide aux opposants en exil (les États-Unis le font quant à eux ouvertement depuis le vote d'une loi spéciale par le Sénat cette année) et limitation des aides inconditionnelles apportées par les pays occidentaux au gouvernement nord-coréen.

150 000 personnes détenues en camp de concentration

Reste qu'il faut aussi s'efforcer de faire prendre conscience au niveau planétaire de la nocivité et la dangerosité de ce régime. Là, les ONG peuvent jouer un rôle important. De passage à Paris du 13 au 20 novembre 2004, à l'invitation du CERI (Centre d'études des relations internationales), de la SIDH et du Comité d'aide à la population nord-coréenne, MM. Koh Young Hwan, ancien diplomate nord-coréen qui a fait défection, Kang Cheol Hwan, journaliste et ancien détenu du camp de concentration n° 15 de Yodok [1], et Kim Sang Hun, ancien fonctionnaire de l'ONU sud-coréen qui se voue à l'aide aux réfugiés nord-coréens, nous ont expliqué qu'ils voulaient faire connaître dans le monde l'existence des camps de concentration nord-coréens. Certes moins nombreux qu'il y a une dizaine d'années (le pouvoir a, en effet, fermé ceux qui étaient trop visibles près de la frontière avec la Chine), les camps nord-coréens n'en continuent pas moins d'abriter environ 150 000 personnes dans des conditions inhumaines. Pour les faire connaître, il faut publier des témoignages, donner des noms, diffuser des photos par satellite. Nous pensons que leur initiative est excellente : les Européens sont sensibles à cet instrument emblématique de la terreur totalitaire – leur histoire n'en est que trop parsemée. Nos amis nord-coréens peuvent donc nous adresser toute la documentation qu'ils peuvent. Nous nous sommes engagés à l'adapter à notre public et à trouver des relais pour la meilleure médiatisation possible. ■

[1] Coauteur, avec Pierre Rigoulot, des *Aquariums de Pyongyang* (Laffont, 2000, traductions en italien, néerlandais, bulgare et japonais).

NGUYEN HUU GIAO

Le livre de Giao *Au cœur du Viêt-nam*

Ce livre, préfacé par Bernard Kouchner, nous fait revivre une page d'Histoire à travers le vécu d'un homme qui a cru à un destin pour le Viêt-nam qui ne soit ni américain ni communiste. Victime des geôles nationalistes, il connut ensuite les prisons communistes après qu'il eut proclamé une déclaration des Vietnamiens déshérités sur les droits de l'homme devant la cathédrale de Saïgon, le 18 avril 1977. De Xuan Loc à Xuan Phuoc où il était détenu, jusqu'au camp de réfugiés de Ban Thad, nous découvrons un homme d'une grande force spirituelle et humaniste, d'une grande énergie, porté par cette morale de l'action qui incite les hommes à vouloir maîtriser les évènements.

France Aimée Nguyen Huu Giao, son épouse, a retrouvé son manuscrit et l'a publié : « *Le parcours politique de Giao reflète bien le drame psychologique des jeunes intellectuels vietnamiens de cette époque. Idéalistes, pris dans l'étau d'une dure réalité, d'une guerre qu'ils ne voulaient pas, qui dépasse tout le monde, ils veulent promouvoir, pacifiquement, la liberté, la démocratie, la dignité de l'homme et le respect des valeurs culturelles ancestrales. Giao lutte pour survivre aux circonstances.*

Il ne faut jamais perdre espoir. Même sur le chemin de l'expatriation, à bord des fragiles embarcations et dans les camps de réfugiés, car il n'y avait plus de place au Viêt-nam pour des hommes comme Giao, il essaie de s'adapter, d'aider ses compatriotes. Et même à l'étranger, il continue à lutter pour son idéal, à se faire respecter avec son autorité naturelle, à émerger. Oui, Giao laisse un message d'espoir. »

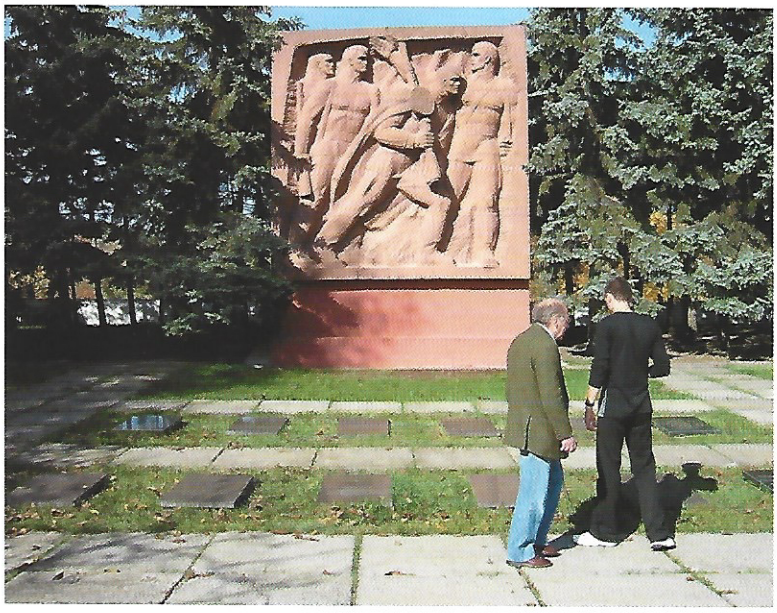
Éditions de la Table ronde - Paris, 2004.

MOLDAVIE

Retour de mission

Un bazar standard de Chisinau. On y trouve les mêmes marques qu'en Europe occidentale ; la nourriture y est abondante et les gens s'y rassemblent toujours en nombre.

Héritage de la présence soviétique, ce parc dans le centre-ville est une allégorie aux soldats de l'URSS morts pendant la Seconde Guerre mondiale. Les jeunes mariés russes de Chisinau viennent toujours ici par tradition rendre hommage à leurs héros.



Composée de 4,2 millions d'habitants, la Moldavie est un État à peine plus grand que la Belgique, totalement enclavé entre l'Ukraine et la Roumanie. C'est une région de tradition multi-ethnique : Moldaves, Ukrainiens, Russes et autres minorités cohabitent ici. Sans avoir jamais existé très longtemps de manière autonome au cours de son histoire, cette république de l'ex-URSS proclame son indépendance le 27 août 1991. Elle a d'abord été présentée au parlement moldave comme un premier pas vers l'unification avec la Roumanie, mais petit à petit, c'est une solution plus « indépendante » et « nationaliste » qui va s'imposer avec l'arrivée au pouvoir de Mircea Snegur.

Lorsque l'on arrive à Chisinau, on s'aperçoit vite de ce qu'est la réalité moldave : la ville n'est composée que de barres d'immeubles toutes semblables les unes aux autres ou de vestiges d'un passé sans doute glorieux mais qui n'ont pas résisté à un demi-siècle de communisme. L'héritage de la présence soviétique se fait aussi sentir dans l'usage de la langue : le russe tient en Moldavie une place prépondérante ; quiconque s'exprime en russe sera compris de tous, alors que le moldave n'est parlé quasiment que par les Moldaves eux-mêmes (environ 60 % de la population). Notre guide sur place, Serghei, 21 ans, n'a appris

le moldave que par choix personnel, il y a tout juste deux ans. Nous touchons là à un problème essentiel pour les Moldaves : la langue russe se maintient dans une position hégémonique grâce au statut dominant de la minorité russe au sein de la société ; et sans langue déterminée, il est difficile de voir s'affermir un socle identitaire commun fort. De plus, la Moldavie n'a pas à proprement parler d'indépendance car elle ne vit finalement que par l'économie russe. Ainsi, le gouvernement moldave n'a d'autre choix que de s'aligner sur la Russie. Toute indépendance réelle, qu'elle soit politique ou économique, ne peut par conséquent exister en Moldavie.

Quel peut alors être le rôle de l'antenne locale de la SIDH, la SIDO ? Les domaines sur lesquels elle pourrait agir ne manquent pas, mais c'est sur les prisons que se portent ses efforts. Liubov Nemcinova, présidente de la section moldave, travaille sur la reconnaissance des droits des prisonniers dans la seule prison pour femmes du pays : incarcérées sous des motifs plus que douteux, ces femmes sont privées de toute dignité. Liubov et les autres membres consacrent donc tout leur temps à essayer de rendre leurs conditions de détention plus supportables, ne serait-ce qu'en les aidant à voir leurs enfants une fois par an… Eh oui, c'est à ce niveau-là que se situe le combat. La première mission de la SIDH France est alors, il nous semble, de faire connaître la SIDO et, à travers elle, ce pays si curieusement ignoré, aux portes de l'Europe, qu'est la Moldavie. ■

Camille Saint-Roch

Le maïs est récolté à la main puis transporté par charrette la plupart du temps dans les villages (ici, à une cinquantaine de kilomètres de la capitale) ; les paysans séparent ensuite à la main la rafle de maïs de la tige.

Birmanie

La SIDH se réjouit que le maire de Paris, Bertrand Delanoë, ait nommé, le 10 décembre 2004, Aung San Suu Kyi citoyenne d'honneur de la Ville de Paris.

À cette occasion, le Dr Sein Win, Premier ministre birman en exil, a rappelé, dans son discours, lors de la cérémonie officielle, que Aung San Suu Kyi était formellement opposée aux allégations du régime militaire prétendant que le concept de droits de l'homme était d'origine occidentale et étranger aux valeurs traditionnelles et affirmant que les principes libéraux de démocratie sont source d'instabilité.

Le Dr Sein Win a terminé son intervention en citant Aung San Suu Kyi : « *Le principal mobile de la lutte n'est pas l'appétit du pouvoir, la revanche ou la destruction mais un respect authentique pour la liberté, la paix et la justice.* »

Ukraine

En reconnaissant la victoire de Victor Ianouchenko, quelques jours après le « troisième tour » des élections, le 26 décembre dernier, Victor Ianoukovitch a fait progresser la transition démocratique en Ukraine.

Le journaliste-philosophe Raymond Aron rappelait, en effet, dans ses *Mémoires* que : « *La compétition légalement organisée pour l'exercice du pouvoir constitue la réalité de la démocratie moderne. Celle-ci n'exige pas seulement que des partis multiples existent, il faut aussi que le parti vainqueur tolère à l'avance sa défaite éventuelle à la prochaine consultation populaire.* »

Côte-d'Ivoire

Les « violations des droits de l'Homme » en Côte-d'Ivoire ont été dénoncées dans un prérapport de l'ONU, pas encore publié.

Ces violations ainsi que les « *assassinats politiques* » ont été commis tant au nord du pays, contrôlé par les rebelles depuis leur coup d'État raté de septembre 2002, qu'au sud sous l'autorité du président Laurent Gbagbo. Une commission d'enquête de l'ONU, venue en Côte-d'Ivoire en août et septembre derniers, affirme que « *les investigations et les témoignages* » ont permis d'établir qu'il y avait eu « *des massacres, des disparitions, des assassinats politiques, des actes de torture, des actes de répression brutale et d'agression* » en Côte-d'Ivoire depuis plus de deux ans aussi bien au nord qu'au sud.

L'ONU affirme également qu'il existe des milices dans les deux camps qui sont « *à la base de violations graves des droits de l'homme* ». Elle parle aussi d' « *escadrons de la mort* » qui ont commis des enlèvements : « *une pratique courante parmi tous les belligérants de la crise* ». Elle évoque encore des « *violences sexuelles faites aux femmes* » et de « *nombreuses violations des droits des enfants* » dont certains ont été « *enrôlés de force* » dans les deux camps.

United Nations
We Believe

SIDH-France BP 2016
75761 Paris Cedex 16
Directeur de la publication
Pierre Rigoulot
Directeur de la rédaction
Sabine Renault-Sablonière
Conception et réalisation
Marianne Séguin & Cie

Soudan

Impasse politique, sécurité inexistante et regain de violence : le secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, a dressé un tableau très sombre de la situation au Darfour dans son dernier rapport au Conseil de sécurité, rendu public le 7 janvier.

Six mois après son voyage au Soudan au cours duquel le gouvernement de Khartoum s'était engagé à rétablir la sécurité dans sa province occidentale et à protéger la population locale, M. Annan tire la sonnette d'alarme : « *les groupes armés se réarment et le conflit déborde au-delà des limites de la province* », au Kordofan voisin. « *D'importantes quantités d'armes ont été introduites au Darfour en violation d'une décision du Conseil de sécurité (résolution 1556 de juillet 2004, NDLR). L'intensification de la violence, incluant des attaques aériennes, trahit une détérioration de la situation* », affirme M. Annan.

« *De nouveaux mouvements rebelles se forment et lancent des attaques dans une zone pétrolière du Kordofan occidental*, poursuit-il. *Nous pourrions aller vers une période de violence intense si des mesures n'étaient pas prises rapidement*, s'inquiète-t-il.

Les pressions exercées sur les parties pour qu'elles remplissent leurs engagements n'ont pas d'effet perceptible sur le terrain. J'en conclus que nous devons réexaminer les mesures nécessaires pour améliorer la sécurité et la protection des personnes déplacées au Darfour », ajoute-t-il.

Le conflit au Darfour oppose depuis février 2003 les troupes soudanaises soutenues par les milices arabes « Djandjawids » à des groupes rebelles autochtones qui réclament le développement de cette région désertique. Selon l'ONU, il a fait au moins 70 000 morts, majoritairement civils, et 1,6 million de déplacés ou réfugiés. Le Darfour est considéré comme la plus grave catastrophe humanitaire dans le monde avant les tsunamis meurtriers du 26 décembre dans l'océan Indien.

LA SIDH À LA CNCDH

Fin de vie et euthanasie

La SIDH, représentée par le Dr Jacques Pasquet, s'est particulièrement illustrée à la Commission nationale consultative pour les droits de l'homme, lors de la discussion relative au projet de loi sur la fin de vie.

La SIDH a proposé une clarification sémantique et une définition large et claire de ce qui ne relève pas de l'euthanasie et a demandé un moratoire sur la question de l'euthanasie pour développer les soins palliatifs (recherche, formation des équipes médicales, création d'unités mobiles...).

La SIDH considère, en effet, que l'argument selon lequel il existe une demande forte d'euthanasie devient faux ou très marginal, à partir du moment où les soins palliatifs sont mis en œuvre.

Enfin, la SIDH refuse l'euthanasie comprise comme acte entraînant la mort par l'injection de substances toxiques.

Ces propositions ont été reprises entièrement dans le projet de loi.